



**DÉCISION N° 034/2022/ARMP/CRD/DEF DU 30 MARS 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS, STATUANT EN
COMMISSION LITIGES, SUR LE RECOURS DE L'ENTREPRISE ECOREL
CONTESTANT LE REJET DE SON OFFRE RELATIVE À LA DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX A COMPETITION OUVERTE N° F_DS_DS_024
RELATIVE A L'ACQUISITION DE MATERIEL DE TERRAIN DANS LE CADRE DU
RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT, LANCEE PAR
L'AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSI)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP

VU le recours de l'entreprise ECOREL ;

VU la quittance de consignation n° 100012022000955 du 10 mars 2022 ;

Madame Catherine Aissata BA, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaïe CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;



De Monsieur Saër NIANG Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté de ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par courrier enregistré le 10 mars 2022 sous le numéro 0724 à l'ARMP, l'entreprise Ecorel a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester le rejet de son offre, dans le cadre de la procédure de passation de la demande de renseignements et de prix à compétition ouverte (DRPCO) No F_DS_DS_024.

SUR LES FAITS

Dans le cadre de son budget de fonctionnement au titre de la gestion 2022, l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a décidé d'effectuer des paiements au titre de la DRPCO susmentionnée. À cet effet elle a fait publier dans le quotidien « le soleil » du 12 février 2022 un avis d'appel à la concurrence. À la séance d'ouverture des plis, les noms des soumissionnaires et les montants suivants ont été lus publiquement à haute voix :

SOUMISSIONNAIRES	OFFRES FINANCIERES EN FCFA TTC
OFFICINA	64 817 872
ID BUSINESS SERVICES	56 120 800
ECOREL	37 500 001
SPEEDO EUROPE AFFAIRES	45 258 900
SIGA INFORMATIQUE	47 550 753
TOURE EQUIPEMENTS	49 946 450
MATAL SERVICES	44 503 700

Après évaluation, l'autorité contractante a attribué provisoirement le marché à Matal Services pour un montant en F CFA TTC de 44 503 700.

Le 07 mars 2022, elle a notifié sa décision au requérant qui a immédiatement introduit un recours gracieux reçu le même jour.

N'étant pas satisfait de la réponse, reçue le 08 mars 2022, il a déposé un recours contentieux le 10 mars 2022 au service courrier de l'ARMP.

Par décision N° 011/2022/ARMP/CRD/SUS du 16 mars 2022 du, le CRD a déclaré ledit recours recevable, ordonné la suspension de la procédure de passation du marché litigieux et la transmission des documents nécessaires à l'instruction du recours.

Par courrier reçu le 23 mars 2022, l'autorité contractante a transmis les documents et ses observations.



PO03-EN07 – 01

LES MOYENS DU REQUÉRANT

Le requérant soutient que l'autorité contractante l'a disqualifié au motif que toutes les attestations de bonne réception ou de services faits produites dans son offre et dans le cadre du complément d'informations ne sont pas conformes à l'objet du marché alors que dans une affaire similaire, le CRD a considéré dans sa décision N°061/19/ARMP/CRD/DEF du 03 Avril 2019 que "La fourniture de matériel et équipements électroménagers n'est pas en soi un marché de grande complexité".

Il fait observer en outre que l'autorité contractante s'est focalisée sur l'intitulé des attestations alors que la liste des fournitures et calendrier de livraison du cahier des charges renseigne que les articles sont identiques. Sur ce point également, il informe que le CRD a considéré dans la décision susvisée que "Se référer stricto sensu au marché de même nature est discriminatoire et contraire au principe d'ouverture de la commande publique".

Le requérant ajoute que l'appréciation de la similarité en fonction de la nature des fournitures n'est pas pertinente car des fournitures qui ne sont pas identiques peuvent être livrées suivant le même schéma en terme de moyens et de ressources mobilisées, surtout que les fournitures objet du marché sont courantes et n'ont aucune complexité.

Il informe qu'il ressort des attestations de bonne exécution et de services faits produits qu'il a eu à fournir :

- des blouses de travail, bonbonnes de gaz, vêtements imperméables, bottes en caoutchouc, badges, multiprises à l'ISEP ;
- des multiprises parafoudres, moustiquaires, piles au Ministère des Sports ;
- des bottes en caoutchouc, vêtements imperméables, lampes torches à l'UCG ;
- des sacs, piles, etc... à la Mairie de Saint-Louis.

Au vu des éléments ci-dessus, il estime que l'expérience qu'il a capitalisée dans les marchés de fournitures peut valablement lui permettre d'exécuter le marché conformément aux exigences du dossier d'appel d'offres et à des conditions financières moins onéreuses étant entendu que l'autorité contractante a en plus violé le principe d'économie car son offre financière est la moins-disante.

LES MOTIFS DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE

Dans sa lettre de transmission, l'autorité contractante informe que sa commission ayant constaté lors de la vérification de la qualification des soumissionnaires que les attestations de services faits produits par le requérant dans son offre ne correspondaient pas au marché, lui a adressé une demande de complément d'informations.



PO03-EN07 – 01

Elle précise que le requérant lui a transmis les documents suivants :

- une attestation de services faits délivrée par l'Isep de Thiès où il est mentionné sans plus de détails "Matériel de protection individuelle" (lot 1) et "Tenues pour les équipements de protection individuelle" (lot 2) ;
- une attestation délivrée par le Ministère des Sports qui mentionne "acquisition de matériel et produits d'entretien" sans autre précision ;
- trois (03) attestations délivrées par la Commune de Saint-Louis portant respectivement sur une "acquisition de poubelles", de "produits phytosanitaires" et de "tricycles" ;
- un contrat passé avec l'Unité de Coordination et de gestion des déchets solides (UCG) portant sur l'acquisition de chaussures de sécurité de type basket, botte de pluie, vêtement de pluie, gilet de sécurité avec bandes fluorescentes et impression (logo) ; lampe frontale.

Elle fait observer du reste que ni les attestations produites dans l'offre ni celles transmises suite à la demande de complément ne correspondent au marché, de même que le contrat ne prouve que le marché a été exécuté.

Elle conclut qu'au vu de tous ces éléments, la commission des marchés a rejeté l'offre du requérant qui n'a pas satisfait aux critères de qualification.

OBJET DU LITIGE

Il ressort de la saisine et des faits ci-dessus exposés que le litige porte sur le bien fondé du rejet de l'offre du requérant pour défaut de qualification.

EXAMEN DU LITIGE

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 70 du Code des Marchés publics, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, la commission des marchés propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence ;

Considérant que les données particulières du dossier d'appel d'offres (IC 5.1) stipulent que les candidats doivent avoir exécuté au cours des trois dernières années (2019, 2020, 2021) au moins un (01) marché de nature et de complexité similaire avec les attestations de services faits ou de bonne exécution ;



PO03-EN07 – 01

Qu'en outre s'agissant des documents produits suite à la demande de complément d'informations et relatifs notamment au marché de l'Unité de Coordination pour la gestion des déchets solides (UCG) portant acquisition de matériel de protection individuelle, les bordereaux visés par l'autorité contractante (en sus du contrat signé par les parties et de la lettre de notification d'attribution provisoire) attestent que le requérant lui a livré des chaussures de sécurité de type basket, botte de pluie, vêtement de pluie, gilet de sécurité avec bandes fluorescentes et impression (logo), lampe frontale pour un montant global de trente huit millions neuf cent quatre vingt quatre mille (38 984 000) F CFA TTC ;

Qu'il s'y ajoute par ailleurs que l'une attestations de services faits produites par le requérant fait référence à un marché beaucoup plus complexe portant sur l'acquisition de matériel et outillage technique (panneaux solaires, matériels radio) au profit du Ministère de la Communication des Télécommunications des Postes et de l'Economie numérique, lequel marché a été réalisé en 2019 pour un montant de soixante sept millions neuf cent quatre vingt quinze mille cent soixante (67 995 160) F CFA TTC ;

Que sous ce rapport l'autorité contractante ne peut valablement faire grief au requérant de ne pouvoir livrer des blouses de travail, matelas éponge, bonbonne de gaz, lampe torche, piles rechargeables, moustiquaires imprégnées, vêtements imperméables, rallonges, bottes en caoutchouc ;

Qu'il s'ensuit que la décision de l'autorité contractante de disqualifier le requérant n'est pas fondée ;

Considérant en outre que l'examen des pièces du dossier révèle que l'offre du requérant est la moins-disante ;

Qu'il y'a lieu par conséquent d'annuler la décision d'attribution provisoire du marché et d'ordonner la reprise de l'évaluation ;

Que le recours étant fondé il y'a lieu d'ordonner la restitution de la consignation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le requérant a suffisamment prouvé qu'il peut livrer les fournitures objet du marché ;
- 2) Dit que la décision de l'autorité contractante de le disqualifier n'est pas justifiée ;
- 3) Déclare le recours fondé ;



PO03-EN07 - 01

- 4) Annule la décision d'attribution provisoire et ordonne la reprise de l'évaluation ;
- 5) Ordonne la restitution de la consignation ;
- 6) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est chargé de notifier à l'entreprise ECOREL, à l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP) la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président

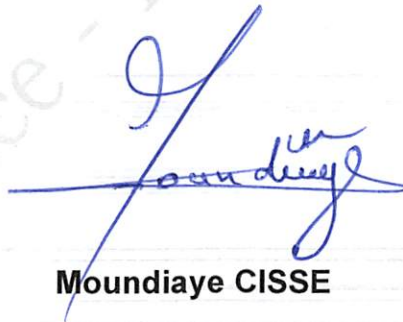


Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

Saër NIANG



ISO 9001 : 2015 N°. AFR 21.00047 FR

PO03-EN07 - 01